

LA RUBRI'CITÉ

NUMÉRO UNIQUE

EDITO

Il est 9h, le 26 janvier à la Cité U' et l'heure est à la résistance.

En marge des discours défaitistes qui désespèrent des générations entières à coup "d'inéluctable", "d'inévitable", "d'imminente" crises sur les chaînes d'information en continu, le mouvement associatif prend le parti de réunir plus de 900 personnes animées par l'engagement associatif pour nous rappeler un principe simple : face à un contexte de montée des crises démocratiques, climatiques, géopolitiques... il est encore temps d'opposer la "proto-résistance". Quid de ce drôle de terme défendu ce matin par Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif, pour ouvrir cette nouvelle édition de Droit de Cité ? On note avec application : acte de résistance individuelle commis par des individus qui refusent de céder à la fatalité. Dans la foulée, on nous rappelle qu'aujourd'hui en France on compte pas moins de 20 millions de bénévoles et que chaque année 70 000 associations se créent en France. Alors on relève la tête et on se dit que c'est peut-être grâce à ce genre de rendez-vous que l'on va trouver les débouchés pour un mouvement collectif qui capable d'initiative concrètes saura créer un futur désirable. Des discours qui reboostent pour la journée et qui n'ont pas peur de la clarté en refusant toutes formes de compromissions notamment en n'invitant pas les candidats d'extrême-droite au débat sur les élections européennes. Une clarté qui donne du sens à cette journée à laquelle Jets d'encre est fière d'apposer sa contribution avec ce journal en direct. Bonne lecture !

PRÉSENT FRACTURÉ FUTUR DÉTERMINÉ

Pour parler d'avenir, la salle est comble. Lors des deux conférences "futur(s) souhaitable(s)", la centaine de participant·es écoute attentivement les prises de parole pourtant parfois pointues des intervenant·es. D'abord, l'état des lieux : agir collectivement n'est pas une mince affaire quand le cadre légal favorise les entreprises du secteur privé et impose aux structures à but non lucratif une concurrence toujours plus intense. Parmi les prises de parole, il semble que les constats soient partagés : après tout, face à un tel public, on prêche un peu pour sa paroisse. Et pourtant, même s'il semble difficile de mettre en place un statut européen des associations, on ressent une volonté réelle de faire du commun avec les multiples. Lors de la conférence consacrée à la défense des libertés européennes, cette convergence devient non plus seulement souhaitable, mais nécessaire. Les dérives liberticides constatées par les intervenant·es sont les mêmes, malgré des objets, propos et territoires différents.

Dans ce second temps aussi, les échanges se résument plutôt à des partages d'opinion. Les réalités sont claires et ne soulèvent que peu d'interrogations, il s'agit désormais de trouver des solutions collectives d'action avec les collectifs informels, organisations syndicales, médias... Même si elles diffèrent un peu en fonction des points de vue, les alliances sont la solution pour résister au rétrécissement des libertés.

En ce sens, on regrette peut-être que ces constats se cantonnent à un public peu diversifié issu d'une forme d'entre-soi pourtant dénoncé avec sincérité dans les échanges. Les futurs se discutent parfois entre représentant·es d'un passé plus ou moins révolu, et le fossé générationnel pointé par quelques participant·es se matérialise un peu.

Reste que l'on ressort de cette matinée d'échanges avec des constats clairs et une volonté certaine de s'engager, pour réaliser un futur souhaité.

C'EST L'HEURE DU... BRAINSTO' !

À l'asso de l'Europe !

Si "l'Europe est partout dans notre quotidien, dans les politiques, dans les financements de nos projets associatifs...", comme l'a affirmé le Collectif mentorat, les débats ont pourtant fusé autour d'une problématique très soulevée : celle de l'entre-soi des asso' françaises qui n'échangent pas assez avec les asso' européennes. Il y aurait donc un enjeu d'ouverture au sein même des associations, un objectif bien résumé par cette conclusion du Mouvement Européen France : "nous devons favoriser nos connaissances, nos connexions, prendre conscience des différences et nous réunir."

Jeunes et européen·ne·s !

L'UE a mis en place une stratégie jeunesse européenne pour 2019-2027 autour de 3 grandes actions et 11 objectifs ambitieux pour accompagner la mobilité, la coopération et le soutien des politiques jeunesse. Si ces objectifs sont ambitieux, les participant·es sont nombreux·ses à alerter sur le fait qu'ils n'ont pas d'existence concrète si les États membres ne jouent pas le jeu ! Les financements ont été l'un des sujets principaux, les leviers existants sont rarement considérés comme accessibles, ce qui impacte entre autre les jeunes qui pourraient en bénéficier mais ne sont pas forcément majeurs, ou dans une association.

DÉBATS MOUVANTS DÉBATS QUI BOUGENT

Pour tous, avec tous ?

Si pour certain·es dans la salle, la démocratie n'est pas en crise puisque l'expression des citoyen·ne·s se fait entendre au travers des révoltes des agriculteur·rice·s ou encore sur les réseaux sociaux, pour d'autres les taux d'abstention très élevés à chaque élection sont un signe de cette crise. "Les défis démocratique d'hier sont devenus les crises démocratiques d'aujourd'hui" résume Sophie Michéna du FCSF.

Si je me retrouve dans le constat de l'existence de cette crise démocratique, je profite d'avoir la "parole" pour rappeler que selon moi la démocratie qu'elle soit représentative ou non, ce n'est pas s'exprimer et parler sans jamais être écouté pour espérer permettre le changement. La démocratie c'est être entendu et considéré, or, on constate que les différentes révoltes ou "désobéissances civiles" récentes ont été invisibilisées par manque de considération voire parfois même écrasées par le recours à la force.

Faire commun sur la toile ? Le numérique à l'épreuve du collectif.

Si tout ce qui se trouve sur internet est public et à vocation à être utilisé librement dans un objectif d'ouverture, dans les faits, sans connaissances, moyens et accompagnement difficile d'envisager le déploiement des "communs numériques". Le constat est clair : là où les formes d'engagement pourraient se multiplier on est stoppés net par les freins de la désinformation et du manque d'accessibilité. Alors ce matin, on cherche des solutions et on se met d'accord pour dire "qu'il faut connaître les usagers, réformer l'action publique et la démocratie, accompagner les décideurs, ouvrir le droit pour favoriser la coopération, changer les règles".

AU COEUR DES CONVERSATIONS

Droits culturels, service civique, lutte contre les discriminations et place de la culture dans l'Europe... au delà des grands principes demeurent une question : qu'est-ce que l'Europe ? Si cela reste très abstrait pour certain·es, d'autres comme un ancien service civique d'Unis Cités rappellent que des expériences citoyen·ne·s peuvent provoquer des prises de conscience, ouvrir l'esprit et lancer sur la voie professionnelle. On note que cet échange se fait dans le respect de la parité, ce qui est très important lorsque l'on fixe comme priorité la lutte contre les discriminations !

LA RUBRI'CIITÉ

NUMÉRO UNIQUE

AU CŒUR DES CONVERSATIONS (SUITE...)

On a poursuivi autour d'une conversation qui plaçait l'écologie et la fiscalité au cœur du débat. Des termes qui peuvent paraître très techniques voire un peu rébarbatifs quand on n'y connaît pas grand-chose mais qui donnent la mesure de l'importance des actions à mener pour faire face à la crise climatique.



L'INFO CHOC

En 2024, la moitié de la population mondiale est appelée aux urnes. Un phénomène inédit dans lequel s'inscrivent les élections européennes. Face à cette possible bascule démocratique, que faire ? En plénière en tous cas on n'oublie pas d'en faire appel à notre responsabilité : "J'ai l'impression et même la conviction que la société civile ne mesure pas la force qui est la sienne" martèle Jean-Pascal Labille.

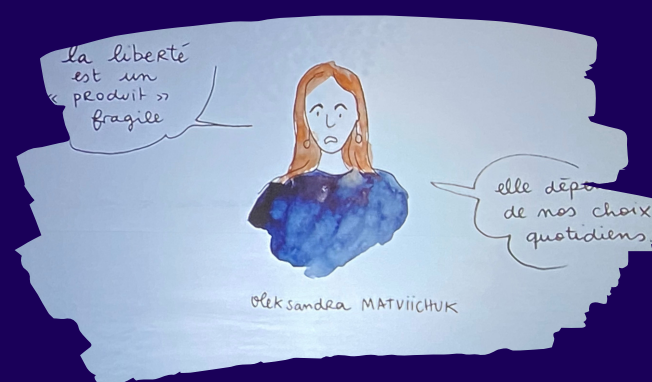
Une information qui ne manque pas de nous questionner lorsqu'on sait grâce au débat mouvant #PourTousAvecTous qu'une personne sur 4 est mal inscrite sur les listes électorales en France.

Face à tout cela, on le dit "que la force associative soit avec nous".

URGENCE DÉMOCRATIQUE : À NOUS DE JOUER

Syndicat, Association de solidarité, Mutualités belges, groupe d'études géopolitiques : l'après-midi s'ouvre sur quatre points de vue pour la même problématique, celle de l'urgence démocratique. Dans la lignée de cette journée, les intervenant-es avancent le besoin de rétablir le dialogue et regagner la confiance pour lutter contre le renfermement de l'Europe et la montée des fascismes. Pour permettre la transmission, toutes les méthodes sont bonnes. On salue d'ailleurs le travail de facilitation graphique réalisé en direct par Anna Lentzner (une ancienne présidente de notre association, soit-dit-en-passant). "Je ne crois plus à la capacité du monde politique actuel à se changer lui-même. Je crois en la capacité de la société civile à faire bouger les lignes". A nous, donc, de saisir l'occasion de cette journée de rencontres pour pérenniser les échanges et les projets. Pour contribuer à ce changement, laissons quand même une chance aux cinq candidates aux élections européennes présent-es, qui échangent actuellement avec les participant-es pendant que nous boudons ce journal !

CARTE BLANCHE DE KIEV À PARIS



En direct de Kiev en Ukraine, Oleksandra Matviichuk explique que depuis le début de la guerre, qui a bien commencé en 2014 et non pas en 2022, l'Ukraine veut une paix durable. Bien qu'aujourd'hui on ne sache plus si nous assistons au début, au milieu ou à la fin de la guerre. Le but, l'objectif principal est évidemment celui de préserver nos libertés, notre paix, car "le futur reste trouble, on a aucune garantie, mais on a cette chance de pouvoir essayer de lutter, de défendre des idéaux. C'est un luxe d'avoir cette chance, profitons de ce luxe."

ENTENDU AU DÉTOUR DES COULOIRS...

"Le monde associatif en France et en Europe, participe à faire vivre la démocratie"
Dorian Dreuil, porte-parole du collectif Démocratie Ouverte.



"Le niveau de pertinence des participant-es est aussi à noter, ce qui facilite l'avancée sur des sujets comme ceux qui sont traités aujourd'hui. On observe un haut niveau d'expertise dans les mouvements associatifs sur les questions européennes."
Guillaume Balas, DG de la fédération ENVIE et ancien député européen

CHARTRE D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN, UNE DÉRIVE SI VITE ARRIVÉE ?

"Il faut défendre les libertés associatives !", c'est le constat que retient l'une des volontaires en service civique de Jets d'encre après une journée d'échanges à Droit de Cité. Une conviction renforcée par la prise de parole de France Nature Environnement qui alerte sur la montée de la répression des associations de défense de l'environnement depuis les attentats : contrôles réguliers, interpellations, fouilles...

Mais aussi des coupes d'agréments, de subventions sur des arguments peu fondés ou encore la tentative de dissolution récemment des Soulèvements de la terre résultant d'un usage plus que douteux de la charte d'engagement républicain... Une raison de plus évoquée, s'il en fallait, de faire collectif pour préserver nos libertés et de le faire savoir !

MENTIONS LÉGALES

Éditeur : Association Jets d'encre, 155 avenue Jean Lolive, Pantin
Directeur de publication : Youenn Louedec Debroise

Rédactrices : Lina Nahdi, Nihed Hamzi, Adame Traore, Joséphine Delpeyrat, Emilie Kwasnik, Elisa Bono

Photos et maquette : Lina Nahdi, Nihed Hamzi, Adame Traore

Publication imprimée en 300 exemplaires à la Maison Internationale de la Cité universitaire, 17 boulevard Jourdan - 75014 Paris, 26 janvier 2024, gratuit

Jets d'encre

www.jetsdencre.asso.fr

